



Transcription intégrale de l'émission N° 8

« Pourquoi pas ? »

Jingle de présentation.

Présentateur :

TA TA PUME une expression familière quand un grec rencontre un compatriote, pour lui dire « on va se parler » C'est le titre que nous avons choisi pour cette série d'émissions que nous vous proposons à l'occasion de l'année Européenne consacrée au dialogue interculturel. Dans ce nouveau numéro que nous vous présentons aujourd'hui nous allons essayer de comprendre pourquoi le dialogue entre les peuples n'est parfois pas possible, quelles en sont les raisons et qui a intérêt à dresser les peuples les uns contres les autres dans des conflits armés. Nous avons tout d'abord rencontré Stéphane Hessel, résistant lors de la seconde guerre mondiale, déporté à Buchenwald et à Dora, il échappe de peu à la pendaison avant de s'évader. Après la guerre il devient diplomate et participe à ce titre à la rédaction de la déclaration universelle des droits de l'homme, en 1948. Stéphane Hessel fut également ambassadeur, membre de la commission nationale consultative des Droits de l'homme ainsi que du Haut Conseil de la coopération internationale. Stéphane Hessel n'a jamais cessé de faire entendre sa voix, comme en 2003 où il signe, avec d'autres anciens résistants, la pétition pour un traité de l'Europe sociale ou en août 2006 un appel contre les frappes israéliennes au Liban ou enfin plus récemment en février 2008, place de la République à Paris, quand il dénonce avec force le non respect de l'article 25 de la Déclaration universelle des Droits de l'homme par le gouvernement français, et lance un appel pour que ce gouvernement mette à disposition des fonds pour que tous les sans-logis puissent obtenir un toit. Nous lui avons donc demandé pourquoi le dialogue entre les peuples était si difficile.

Stéphane Hessel

Nous avons cru, à la suite de la dernière guerre mondiale avec toutes ses brutalités et ses horreurs, qu'on pouvait mettre définitivement un terme aux conflits. L'organisation internationale des Nations unies, créée sous l'impulsion du Président Roosevelt, devait mettre en place tous les instruments juridiques, politiques, militaires nécessaires pour qu'il

n'y ait plus de conflits. Souvenez-vous qu'on avait même pensé à un état major qui comporterait les forces des 5 vainqueurs de la deuxième guerre mondiale et qui veillerait à ce que dès qu'il y a un commencement possible de haine entre des peuples et donc de conflit potentiel, on puisse intervenir, qu'il y ait le conseil de sécurité, sécurité contre les conflits, et on était tout contents et tout fiers en 1945 d'avoir adopté cette charte. Bien entendu, la réalité a été très différente. Si effectivement les grands conflits mondiaux ou internationaux qui auraient mis en lice les uns contre les autres de grandes puissances comme l'Union soviétique, la Chine, les Etats-Unis, l'Europe, n'ont heureusement pas eu lieu, en revanche on s'aperçoit que les conflits, les rivalités, les massacres n'ont pas disparu, bien au contraire, ils se sont beaucoup plus axés sur des rivalités entre des groupes ethniques, quelquefois des groupes religieux, quelquefois des groupes de vieilles rivalités entre telle ou telle fraction d'un même pays, bref que l'on n'a pas réussi encore à rendre les nations plus amicales, souvenons-nous que dans la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948, il y a dans le préambule un très beau considérant qui dit qu'il est essentiel que soit encouragé le développement de relations amicales entre les nations : c'était un objectif qui n'a pas été atteint.

Vous avez participé à la rédaction de la déclaration universelle des droits de l'homme ?

J'ai assisté, participé c'est beaucoup dire. J'étais à l'époque un jeune diplomate et pas un juriste et ce sont les autres qui l'ont rédigée la déclaration, mais moi j'étais assis à la même table, je suivais le déroulement des opérations et j'étais naturellement passionnément enclin à soutenir ce travail et je n'ai jamais cessé depuis d'essayer de soutenir le développement des droits de l'Homme et les droits de l'homme sont effectivement la seule manière de mettre un terme à toutes ces violences.

Bon pourquoi n'y est-on pas parvenus ? Disons d'abord qu'il y a des gens qui ont intérêt à la guerre.

Qui a intérêt à la guerre ? Ceux qui se croient les plus forts et qui se disent qu'avec des instruments militaires on mettrait un terme à l'opposition d'éléments plus faibles. Prenons pour cela un exemple particulièrement tragique : les israéliens qui ont pensé qu'ils pourraient occuper l'ensemble de la Palestine, coloniser l'ensemble de l'ancienne terre sainte de leurs aïeux et qui par conséquent n'ont pas hésité à utiliser la force et même une force militaire souvent très brutale pour mettre un terme à la résistance des Palestiniens, alors là c'est un pays qui accepte que ce soit par la force militaire que l'on met un terme à un conflit. La même chose vaut pour les Etats-Unis qui se sont dit qu'en Irak il y avait un régime non démocratique, et pour le remplacer par un régime démocratique, la manière d'opérer était la guerre, ce qui évidemment, s'est avéré une fausse conception de l'avancée de la démocratie dans le monde. Qui d'autre veut empêcher la paix et par conséquent soutenir encore des conflits, disons le franchement, ce sont les marchands d'armes, pour vendre des armes il faut qu'il y ait des gens qui aient envie de se battre ou qui aient peur d'être combattus, donc eux ont intérêt à ce que ne soit pas apaisée et harmonisée, la vie internationale.

Donc, les puissants d'une part, les marchands de canons de l'autre, les fanatiques en troisième lieu.

Je vous coupe, Il y a aussi les raisons économiques ?

Il y a des raisons économiques, mais il ne faut pas en exagérer l'importance à mon avis car les raisons économiques profitent d'avantages, les grandes entreprises multinationales n'ont pas intérêt aux conflits, ils ont davantage intérêt à une humanité pacifiée qui va consommer davantage et donc ils ne sont pas forcément un facteur de guerre. L'ennui c'est que parmi les multinationales, il y en a beaucoup qui sont aussi simultanément des marchands d'armes et alors dès que le problème des armements se pose, même sous cette forme, ce ne sont pas seulement des canons et des fusils, ce ne sont pas seulement des avions bombardiers, ce sont aussi des instruments pour fortifier un pays, pour le défendre, pour creuser des ports là où ils n'existaient pas. Donc, il y a un intérêt économique à ce que les pays se préparent d'avantage pour les conflits mais, encore une fois, ce n'est pas l'essentiel et ce qui malheureusement joue encore aujourd'hui un rôle, c'est le fanatisme religieux. On dit quelque fois que les terroristes comme Al Kaïda ce sont en réalité des hommes qui sont parfaitement indifférents à la religion, qui sont riches et qui n'ont pas besoin de conflits pour leurs propres biens mais qui font ce travail de terrorisme par haine pour des puissances occidentales, oui, mais ils ne pourraient pas obtenir des résultats déjà malheureusement importants s'il n'y avait pas des gens dans la misère, des gens pour lesquels l'avenir est sombre et noir et qui se disent : mieux vaut sacrifier ma vie, aller peut-être au paradis d'Allah plutôt que de continuer à travailler de manière humaine et fraternelle avec les autres.

Voilà quelques unes des raisons pour répondre à votre question « où sont les objections, qui a intérêt ? ».

Malheureusement ces intérêts sont encore multiples et nous ne disposons pas pour le moment des instruments internationaux, juridiques, efficaces pour véritablement mettre un terme à tous ces conflits.

On ne s'interpose pas assez non plus entre ces conflits ?

Mais plutôt que de s'interposer une fois le conflit déclenché, c'est ce que font les Nations Unies, il vaudrait mieux prévenir les conflits et intervenir, non pas militairement après coup, mais diplomatiquement et politiquement au moment où l'on sent que des tensions fortes existent, peuvent dégénérer ensuite en une véritable intervention militaire et massacre. Or intervenir à l'avance, c'est ce que le Conseil de Sécurité essaie de faire, a essayé de faire dans certains cas. Cette intervention est nécessaire, elle n'est pas encore suffisamment équipée de forces et de légitimité et nous aurions besoin avec l'aide des grandes puissances, peut-être avec la venue au pouvoir aux Etats-Unis d'un président comme Obama, nous aurions besoin d'un renforcement de l'action préventive à l'égard des conflits potentiels. On connaît le monde, on sait où sont les antagonismes qui n'ont pas encore été surmontés, j'ai déjà parlé des Palestiniens et des Israéliens, avec une intervention internationale plus énergique, on pourrait là obtenir qu'il y ait deux Etats travaillant côte à côte et ayant des relations amicales l'un avec l'autre, ce n'est pas impossible, et il faudrait pour cela une forte pression de la communauté internationale.

Jingle défi photo

Présentateur :

Enfin pour illustrer ces propos, nous avons rencontré Gaïdz Minassian, politologue, Docteur en sciences politiques, écrivain, journaliste au Monde.fr. Son dernier livre, paru en 2006 s'intitule : Caucase du Sud, la nouvelle guerre froide, Arménie,

Azerbaïdjan et Géorgie. *Il nous présente donc tout d'abord les conflits dans cette région.*

Gaïdz Minassian :

Ce sont essentiellement des conflits de type historique et géographique. Ce sont essentiellement des conflits de type états-nations contre droits des minorités, ce sont essentiellement des conflits d'intangibilité des frontières contre droit à l'auto-détermination. Ce sont également des conflits essentiellement de puissance, entre une grande puissance comme la Russie et des puissances moyennes et des puissances encore moins fortes etc. donc on a affaire à différents acteurs qui ont une notion de temporalité différente les uns des autres et qui ne se coordonnent quasiment jamais, lorsque l'un pense avenir, l'autre pense passé, lorsque l'un pense passé l'autre pense présent, lorsque l'un pense présent, l'autre pense futur. On est forcément dans une considération complètement différente. A cela vous associez la question de mémoire, la question de respect d'une culture, d'une identité, ce n'est pas forcément religieux dans cette région, heureusement d'ailleurs parce que cela ferait encore plus de dégâts. En revanche, la mémoire, c'est-à-dire des mémoires à trous, des mémoires qui servent finalement de ressorts à tout ce qui est nationalisme, la seule idéologie en vogue dans cette région, la mémoire qui au départ était positive dans le sens où l'on réhabilitait les identités nationales qui avaient souffert sous le joug soviétique, ces mémoires se sont retrouvées en fait l'instrument d'une logique de puissance, d'une logique d'état, d'idées nationalistes qui finalement pervertissent et polluent des sociétés qui ne demandaient qu'une chose : vivre tranquillement les uns à côté des autres.

En fait la notion d'état pose un problème aussi dans cette région. Lorsque vous avez un espace plutôt clos, que ce soit à partir de chaînes de montagnes ou de mer fermée comme la mer Caspienne d'un côté et la mer Noire de l'autre, dans cet espace assez petit, 180 000 km², même pas un tiers de la France, on s'aperçoit que la notion d'Etat pose un vrai problème. Un vrai problème pour des créations de pouvoirs centraux, de pénétration de ce pouvoir au sein de sa périphérie et de coopération d'un état à l'autre, et l'idée d'état nation dans cette mosaïque du Caucase du Sud ou du Caucase en général face à des états qui veulent se constituer autour des trois principales ethnies c'est-à-dire la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan cela pose un vrai problème, puisque d'autres minorités, d'autres peuples qui ont eu une grandeur dans l'histoire (et on revient à la mémoire), prétendent avoir droit à un état-nation à leur tour et ça donne l'Ossétie du sud ou bien l'Abkhazie voire d'autres mouvements d'émancipation. Quelque part, on est resté un peu dans le 19^e siècle dans cette région, dans cette guerre entre la Géorgie et la Russie et l'Ossétie, on retrouve finalement les ingrédients des guerres du 19^e siècle avec des rivalités de puissances qui utilisent les minorités pour contrecarrer les plans des pays ennemis ou rivaux, concurrents etc, pour avancer et asseoir leur influence, (et là on est dans cette même configuration), certains pensent en terme d'influence, les autres en terme d'indépendance, certains pensent en terme de puissance, les autres en terme de liberté, les uns pensent domination et les autres pensent émancipation, on a sans cesse cette contradiction qui s'explique simplement par le fait qu'il y a à peu près une centaine de nationalités dans tout le Caucase, Nord et Sud réunis.

Pourquoi croyez-vous que les occidentaux et en particulier l'Union Européenne ont accepté de s'interposer dans ce conflit ?

D'abord pour la paix, parce qu'effectivement c'est une région sensible, souvent on

compare le Caucase aux Balkans, donc on voit ce que ça donne aux Balkans dans l'histoire, on se dit que le Caucase c'est pire. Finalement, dans les Balkans, aujourd'hui la seule puissance qui compte c'est l'Union Européenne. Mais dans le Caucase, on est au cœur de rivalités de puissances, la Russie, la Turquie, l'Iran, l'Union Européenne, les Etats-Unis et puis c'est un isthme, un passage, un couloir stratégique, verticalement comme horizontalement. Verticalement, c'est la Russie qui regarde vers le Proche Orient et qui voit dans le Caucase une sorte de porte, un accès vers l'Iran et le Proche-Orient et puis, horizontalement, le Caucase est une sorte d'espace-relais, d'un côté l'Europe, quand on vient d'Asie centrale et quand on va en Asie Centrale c'est un relais quand on est en Europe : on s'appuie sur le Caucase pour toucher l'Asie Centrale.

Donc en fonction de cette représentation parce que la représentation ça compte en géopolitique, on est forcément au cœur des rivalités. Si vous voulez, lorsqu'on est dans le Caucase du Sud, la représentation du danger, quand on est arménien, elle est horizontale : c'est Turquie et Azéri. Lorsqu'on est géorgien et Azéri, la représentation du conflit du danger est verticale, pour les Géorgiens c'est plutôt la Russie, pour les Azéris c'est plutôt l'Iran ou la Russie. Lorsque les Européens arrivent dans cette région, ils surgissent par éclipse en plus, l'intérêt du Caucase pour les Européens, c'est un intérêt à éclipses, de temps en temps, en fonction du degré d'ouverture de la région. Lorsqu'on est dans cette phase là du rayonnement de l'Europe, du développement de la culture européenne, on est dans une phase où l'Europe apporte un souffle, un espoir de paix, de stabilisation parce que l'Europe n'est pas une alliance militaire, l'Europe c'est l'incarnation du soft power, c'est-à-dire la conviction, l'influence par les moyens pacifiques non violents. Pour les Américains, c'est déjà différent, les Américains y vont pour des intérêts de paix mais surtout pour des intérêts énergétiques, parce qu'on sait très bien que le cœur des réserves de gaz et de pétrole se trouve en Russie et en Asie centrale et que, pour les Américains, il faut éviter que la Russie redevienne cette puissance du 20^e siècle. Donc si on peut contourner par des routes nouvelles les hydrocarbures, c'est d'autant mieux que la Russie ne participe pas à cette nouvelle carte du pétrole et du gaz qui se redessine. Donc il y a ensuite l'instrumentalisation par les grandes puissances de ce que je vous ai dit, c'est-à-dire de ces mémoires, de ces passés, de ces histoires contradictoires dans la région.

Jingle de fin